

Un chantier en cours



Peu après s'être vu décerner le prix Nobel de la paix, M. ElBaradei a eu une conversation ouverte avec Jonathan Mann présentateur vedette de CNN, qui a abordé les thèmes les plus controversés de l'actualité. On trouvera ci-après des extraits de cet entretien.

Jonathan Mann (JM): Mohamed ElBaradei, vous voyez-vous comme un détective ?

Mohamed ElBaradei (EIB): En fait, c'est mon organisation que je vois comme un détective. Et comme je dirige cette organisation, on me qualifie parfois de détective en chef. Je ne connais pas tous les outils du détective, mais je sais travailler avec des détectives.

JM: Permettez-moi d'aborder l'un des points de l'actualité récente: la Corée du Nord. Votre organisation en a été expulsée il y a maintenant trois ans. Depuis 2002, Pyongyang n'accepte aucun inspecteur dans le pays. Qu'est-ce qu'ils concoctent et quel type d'arme pensez-vous qu'ils aient fabriqué pendant ce temps ?

EIB: Pour la Corée du Nord, je pense, nous pouvons mieux nous faire une opinion que pour l'Inde, Israël ou le Pakistan, pays que nous n'avions pas vraiment inspectés. En Corée, où nous étions il y a encore trois ans, nous savons qu'ils ont du plutonium. Nous savons qu'ils ont du plutonium de qualité militaire, qu'ils en ont assez pour fabriquer des armes. Ils ont dit qu'ils militarisaient ces matières. Nous savons qu'ils ont l'infrastructure nécessaire; je ne serais donc pas surpris qu'ils aient des armes au plutonium.

JM: Travail de détective mis à part, pourquoi s'en faire? À quoi bon obtenir toutes ces informations et quelle foi accorder à tous ces efforts si, au bout du compte, nous savons qu'ils ont quelque chose de terrible, depuis des années, et qu'on ne fait pas grand chose pour y remédier ?

EIB: Je pense qu'il faut absolument aborder cette question. En 1992, nous avons renvoyé la Corée du Nord devant le Conseil de sécurité. Nous avons dit qu'elle ne respectait pas son obligation de non-prolifération. En 2003, nous avons de nouveau déclaré qu'elle continuait de violer ses obligations; on nous a expulsés. J'attends toujours des nouvelles du Conseil de sécurité.

JM: Sur ce point, et ce que vous dites est important, revenons à l'Iran. Est-ce l'Iran, ou l'AIEA, qui a surtout un problème? Tout le monde parle du risque qu'il y a à renvoyer l'Iran devant le Conseil de sécurité. Que se passera-t-il si l'AIEA fait cela — renvoie l'Iran comme elle avait renvoyé la Corée du Nord et que, de nouveau, rien ne se passe? La non-prolifération est critiquée comme étant un système dépourvu de moyens d'application et dont personne n'a fait en sorte qu'il fonctionne réellement. Cette crise est-elle autant ou davantage celle de l'Agence que celle des dirigeants de Téhéran ?

EIB: Cette crise est celle du monde, pas de l'AIEA. Nous sommes un système d'alerte avancée. Nous avons sonné l'alarme dès 1992 pour la Corée du Nord. Rien n'a été fait. Nous avons sonné l'alarme pour l'Iran il y a trois ans. Les choses ne se sont pas passées comme elles auraient dû.

JM: Permettez-moi de vous arrêter sur ce point. N'appréhendez-vous pas de sonner l'alarme cette fois-ci? Pas en raison de ce que vous trouvez en Iran, ni à cause de vos angoisses, mais parce que vous craignez que le Conseil de sécurité, une fois de plus, ne fasse rien?

EIB: Je dois sonner l'alarme parce que c'est mon travail de le faire. J'espère qu'ensuite, quelqu'un — le Conseil de sécurité — prendra la relève. J'ai dit ce matin que vous avez besoin d'un mécanisme d'application, de sorte que les pays ne puissent pas s'esquiver. Un pays qui ne s'acquitte pas de ses obligations doit rendre des comptes. La Corée du Nord n'a pas été le meilleur exemple, mais ici encore, quand vous parlez du Conseil de sécurité, vous parlez véritablement de différents types d'options. Vous parlez de comprendre les problèmes sous-jacents, de tenter d'obtenir un règlement pacifique. Vous parlez de sanctions. Vous parlez, enfin, de recours à la force. Conseil de sécurité ne rime donc pas nécessairement avec force, mais avec coercition. Il rime avec sanctions. Il tente principalement d'instaurer un dialogue entre des parties et de trouver une solution pacifique. Cela dit, je suis d'accord avec vous: le système n'a, actuellement, pas assez de mordant. Les problèmes vont et viennent. Pour la Corée du Nord, rien n'a été fait. Il faut que les règles soient les mêmes pour tous.

JM: Cette année a été, pour l'AIEA, une année intéressante. Vous êtes aujourd'hui ici, lauréat du prix Nobel de la paix. Il y a un an, l'administration Bush tentait de vous déloger de votre poste. M. ElBaradei, qu'est-ce que cela fait de contredire le Président des États-Unis, le Vice-Président des États-Unis et toute leur équipe au sujet des armements iraqiens?

EIB: Je dirais que je ne faisais que mon travail. Je n'étais pas censé plaire à tout le monde.

JM: Cela n'a pas dû être facile, cependant. Vous avez dû passer quelques nuits blanches.

EIB: Cela n'a pas été facile. Je n'ai pas perdu le sommeil à ce propos. J'ai perdu le sommeil lorsque j'ai entendu dire que j'étais placé sur écoutes, incapable de parler à ma fille sans être écouté. Je n'ai pas vraiment perdu le sommeil pour avoir dit ce que j'estimais être absolument correct. On ne doit pas nous aimer; on doit nous respecter. C'est, pour moi, l'essentiel.

JM: Est-ce que la guerre et toute cette expérience ont tout changé? Peut-on croire aux preuves avancées par les États Membres, forger un consensus sur ce que ces preuves peuvent signifier, venant de pays aussi différents que la Russie, la Chine et les États-Unis? Cela signifie-t-il qu'il est plus difficile d'imposer des sanctions parce que personne ne croit aux informations dont on dispose maintenant, et parce que l'exemple de l'Iraq donne à penser aux pays du monde entier que s'ils n'ont pas d'armes nucléaires, ils risquent un changement de régime? L'Iraq change-t-il tout pour vous?

EIB: L'Iraq a changé beaucoup de choses, pas seulement pour moi, mais pour tout le monde. Il y a beaucoup d'enseignements à en tirer. Nous devons nous méfier du renseignement. Ne pas partir avant le signal. Voir s'il vaut mieux recourir à la force qu'à la diplomatie. Nous tirons tous nombre d'enseignements, mais chacun comprend qu'on ne peut pas seulement se focaliser sur le passé. Il nous reste tant à faire. Terrorisme, prolifération des armes nucléaires: nous n'avons pas droit au désaccord. Nous devons continuer à travailler ensemble — États Membres, renseignement, organisations internationales et individus. Les menaces sont tellement graves que nous devons laisser nos différences de côté. C'est ce que nous avons fait et ce que la nouvelle administration Bush a fait.

JM: Souhaiteriez-vous parler à A.Q. Khan et que pourrait-il vous dire?

EIB: J'aimerais lui parler. Je tiens à ajouter que le Gouvernement pakistanais a été très coopératif. Il nous a fourni des informations et a servi d'intermédiaire entre A.Q. Khan et nous-mêmes. Bien entendu, il serait bon que nous puissions parler à l'homme directement. Je voudrais, cependant, dire ici trois choses: premièrement, la technique n'a plus de secrets. On ne peut plus combattre la prolifération nucléaire simplement en contrôlant les exportations, car la technique est connue. Ce que nous avons vu en Libye et en Iran, cela n'a pas véritablement été un échec de l'Agence à proprement parler; cela a été une incapacité des pays à contrôler leurs exportations. Le réseau d'A.Q. Khan était partout en place. Nous avons trouvé 30 sociétés dans 30 pays du monde entier qui opéraient dans le cadre des ...

JM: Trente pays? Un supermarché nucléaire disposant de filiales dans 30 pays?

EIB: En Europe, en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie, partout. C'est donc l'un des problèmes. Le deuxième problème, bien entendu, c'est de savoir pourquoi les pays sont tentés de mettre au point des armes nucléaires. Ils veulent la sécurité. Les gens ont peur. Si nous résolvons la question palestinienne, la question du Cachemire et la question coréenne, nous éliminons 90% du problème de la prolifération. Les derniers 10% ...

JM: Quelqu'un va dire que le Gouvernement iranien n'a pas besoin d'armes nucléaires pour résoudre la question du Cachemire ou la question palestinienne. Ce n'est pas réellement le problème. Le problème est que des gouvernements puissent acheter cette forme de sécurité, l'obtenir sans que personne puisse réellement les en empêcher.

EIB: L'Iran n'a peut-être pas besoin de résoudre la question du Moyen-Orient, mais il se situe dans une région très hostile.

JM: Certes, mais nous vivons dans un monde hostile. Même si les trois problèmes que vous évoquez disparaissaient, à moins qu'il ne règne une paix universelle et éternelle, les armes nucléaires seraient, pour un État, une chose qu'il serait extraordinairement tentant d'acheter. Et de nouveau, la question se poserait de savoir comment les en empêcher.

EIB: Absolument. Si vous avez peur, si vous voulez montrer votre puissance... Généralement, vous fabriquez des armes nucléaires parce que vous avez peur ou que vous voulez montrer votre puissance ou votre influence. Dans ces deux cas, vous regardez ce que font les grands. Or, les grands continuent de se fier à l'arme nucléaire. Vous avez ces huit pays qui disent à tous les autres que les armes nucléaires ne sont pas bonnes pour eux, mais qui continuent de moderniser leur arsenal nucléaire.

JM: C'est ce que le président iranien, en l'espèce, appelle un apartheid nucléaire: le fait que certains pays puissent décider du droit des autres à se doter du nucléaire.

EIB: Pour ma part, je n'appellerais pas ça apartheid. Nous avons besoin d'un système de sécurité qui soit équitable. Comme le président du Comité Nobel l'a dit ce matin, vous ne pouvez pas demander aux gens de ne pas fumer en ayant vous-même une cigarette dans la bouche. Cela n'est ni crédible, ni viable. Vous devez montrer l'exemple.

JM: Le réseau d'A.Q. Khan négociait avec al Qaïda. En quoi cela vous renseigne-t-il sur ce que les terroristes pensent des armes nucléaires?

EIB: Il est évident que des terroristes souhaitent acquérir des armes nucléaires et des sources radioactives. Lorsqu'on voit la maîtrise avec laquelle ils ont perpétré les attentats du 11 septembre, il y a de quoi être inquiet. Nous sommes engagés dans une course contre la montre. Le risque principal, selon moi, c'est non pas que des pays acquièrent des armes nucléaires, mais que des terroristes s'en procurent. Car même si un pays en acquérait, il respecterait probablement le principe de la dissuasion nucléaire, celui de destruction mutuelle assurée. Si des terroristes, en revanche, acquièrent l'arme nucléaire, il n'hésiteront pas à s'en servir. C'est précisément là leur message.

JM: Ce que vous dites ici est très important. Malgré toute l'attention que nous portons, que les médias, les diplomates et les gouvernements portent à la Corée du Nord, à l'Iran, à l'Inde, au Pakistan ou à Israël, il y a des gens pour penser que la prochaine fois qu'une arme nucléaire sera utilisée, elle le sera par un groupe terroriste dont nous ne saurons peut-être même pas le nom.

EIB: Je pense que c'est probable. Et je déteste l'hyperbole. Une arme nucléaire est plus dangereuse aux mains de terroristes que dans celles d'un État, car nous continuons de nous fier au concept de destruction mutuelle assurée.

JM: Le monde a-t-il, alors, les moyens de résoudre ce problème, de conjurer cette terrible menace?

EIB: Nous faisons tout notre possible — quand je dis «nous», je veux dire l'AIEA et la communauté internationale... Nous œuvrons aussi vite que possible pour que chaque installation nucléaire, chaque matière nucléaire, chaque source radioactive soit sécurisée. Nous avons fait la moitié du travail. Il nous reste beaucoup à faire. Nous devons nous atteler à cette tâche, rassembler tous nos moyens, car nous sommes engagés dans une course contre la montre.

JM: Le prix Nobel confère un énorme prestige. Il est remis, chaque année, une belle médaille d'or et un magnifique diplôme manuscrit. Il est également remis de l'argent — 1,3 million de dollars que se partagent chaque année les lauréats, dans le cas présent vous-même et l'Agence. Qu'allez-vous faire de cet argent?

EIB: La partie qui revient à l'Agence servira à traiter des jeunes de pays en développement, principalement à aider des femmes à combattre le cancer et à nourrir de jeunes enfants. De mon côté, j'utiliserai la part qui me revient pour aider un orphelinat en Égypte. Je viens d'un pays très pauvre. Je sais ce que la pauvreté peut faire aux gens, et c'est sur ce point que je compte agir. Le prix représente beaucoup pour moi. Pas en termes d'argent. Si c'était une question d'argent, j'aurais cessé de travailler depuis longtemps. Ce qui compte, c'est la visibilité, la crédibilité et l'autorité morale que confèrent toutes les difficultés dont nous avons parlé: autorité limitée, budget limité. Je pense que nous avons obtenu ce prix non pas parce que nous avons toujours réussi, mais parce que nous avons constamment tenté de rendre notre monde plus sûr, un peu plus humain.

JM: Une dernière question: à la une d'un journal local, aujourd'hui, on peut voir un grand portrait de vous, assorti de la légende: «Peut-il sauver le monde?» Le pouvez-vous?

EIB: Si vous m'aidez.

JM: Voilà une belle façon de conclure. Je voudrais juste revenir sur une chose que vous avez dite il y a un instant. Chaque année, le Comité Nobel norvégien choisit un lauréat pour l'une de plusieurs raisons. D'une année à l'autre, cependant, certaines raisons restent les mêmes. L'une d'elles, à laquelle il a été fait allusion il y a un instant, est de récompenser le succès. Une autre est de récompenser l'effort lorsque le résultat n'est pas entièrement obtenu. L'AIEA est, à coup sûr, un exemple typique. Dans le monde, des États et des groupes terroristes tentent d'acquérir des armes nucléaires tandis que de son côté, l'Agence est un chantier en cours qui tente d'acquérir les moyens de les en empêcher. Elle n'a pas encore tout ce dont elle a besoin, ce qui fait dire à certains détracteurs qu'elle ne mérite pas le prix Nobel. Ses partisans, en revanche, disent que c'est précisément pour cela qu'elle le mérite. Car dans un monde sans garanties ni réponses faciles, l'AIEA — ou ce qui lui ressemble — est notre meilleur espoir.

L'argent du prix

pour l'étude du cancer et la nutrition dans les pays en développement

Le 7 octobre, le **Comité Nobel norvégien** a décerné, à parts égales, le prix Nobel de la paix 2005 à l'AIEA et au directeur général, Mohamed ElBaradei.

La part qui revient à l'Agence financera des bourses d'étude et des formations destinées à améliorer la prise en charge du cancer et la nutrition des enfants dans les pays en développement.

Un fonds spécial AIEA/Nobel pour la lutte contre le cancer et la nutrition a été créé pour recevoir la part du prestigieux prix qui revient à l'Agence.

Les 525 000 euros serviront à accroître les ressources humaines dans les pays en développement. Dans le domaine du cancer, ils financeront des formations à la radio-oncologie destinées à améliorer le traitement et la prise en charge du cancer dans le cadre du Programme PACT de l'AIEA.

Dans le domaine de la nutrition, la formation portera sur la nutrition dans la croissance des enfants, les techniques nucléaires servant à identifier les problèmes et à évaluer l'efficacité des mesures de prévention.

Des bourses d'étude seront offertes à de jeunes cadres — en particulier des femmes — d'États Membres en développement par l'entremise du programme de coopération technique. Il est également proposé d'organiser des cours dans des centres régionaux d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

Mohamed ElBaradei a invité les États Membres à alimenter le fonds par des contributions supplémentaires en espèces et en nature. «Cela aidera l'Agence à développer les moyens et à transférer le savoir-faire vers les pays en développement», a-t-il ajouté.

Quant à M. ElBaradei, il a utilisé sa part à des fins charitables.